

Susciter un solide leadership contre le VIH/sida

L'importance du leadership, en particulier du leadership animé par les droits humains, dans la lutte au VIH/sida, est largement reconnue. Le genre de leadership brave qu'il faut pour réellement changer les choses est toutefois absent, selon Michael Pates. Ce dernier prône le développement d'une Initiative de leadership contre le sida et il décrit comment on pourrait y arriver.

Pratiquement toutes les stratégies internationales de lutte contre la pandémie du sida accordent une importance de premier rang au leadership fondé sur les droits humains. Mais en dépit de progrès majeurs au chapitre du traitement et du financement inspirés par ces plans, les ravages mondiaux du sida, y compris des menaces à la sécurité nationale et à la stabilité mondiale, continuent de progresser plus vite que la réponse.¹ Un leadership accru, amélioré et durable est par conséquent nécessaire.

Prenons les exemples de la *Déclaration d'engagement sur le VIH/sida*, adoptée aux Nations Unies en 2001, qui a été le premier outil de consensus mondial sur le sujet, et du [U.S.] President's Emergency Plan for AIDS Relief (PEPFAR), qui est à présent l'un des moteurs de la réponse internationale à la pandémie. Il est affirmé sans détour, dans la *Déclaration d'engagement*, que le leadership des gouvernements est essentiel à la lutte contre le VIH/sida et doit être complété par l'implication active et à part entière de la société civile, du monde des affaires et du secteur privé.²

De plus, « le respect des droits [humains] des personnes atteintes

du VIH/sida entraîne l'adoption de mesures efficaces » et nécessite l'adoption et la mise en œuvre de lois pour « éliminer toute forme de discrimination contre les personnes atteintes du VIH/sida et les membres des groupes vulnérables, et veiller à ce qu'ils jouissent pleinement de tous leurs droits et libertés fondamentaux ».³

Trois ans plus tard, sous le titre « Créer un solide leadership » [*Engendering Bold Leadership*], le PEPFAR faisait écho à la Déclaration :

Une action précoce et efficace, des leaders politiques de haut niveau, peut contenir et même renverser les épidémies ... Lorsque les leaders sont silencieux, inactifs, ou pire encore – rébarbatifs, ou porteurs de messages erronés ou stigmatisants –, le VIH continue de se propager en dépit des meilleurs efforts des communautés et contributeurs. [trad.]⁴

Néanmoins, un rapport d'étape quinquennal sur la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement signalait en 2006 que :

bien que la plupart des ... stratégies nationales reconnaissent l'importance

d'un effort multisectoriel, de la protection des droits humains et de la réponse aux vulnérabilités de certaines populations, il existe un fossé entre les déclarations sur papier et ce qui est fait dans la réalité, et entre les promesses des politiciens et leurs réalisations. [trad.]⁵

Par ailleurs, bien que le PEPFAR soit un apport précieux aux efforts de traitement dans les pays auxquels il s'adresse, l'expression « droits humains » est à toutes fins pratiques absente de ce plan, et plusieurs de ses politiques de financement ont été qualifiées d'antithèse des droits humains et, par conséquent, de contre-productives.⁶

Il demeure donc crucial de stimuler un leadership meilleur et plus solide, pour endiguer la pandémie. Comme l'a signalé récemment Laurie Garrett, chercheuse en matière de santé mondiale au Council on Foreign Relations :

Des milliards de dollars sont sur la table et l'on n'a toujours pas de gouvernance nationale claire, en matière de santé, dans les pays les plus touchés; et l'on n'observe aucun réel leadership international. Pour en arriver à des approches durables, équitables et rationnelles sur le plan

financier, devant des crises mondiales de santé, il faut un leadership mondial et une pensée novatrice.⁷

Reconnaissant ce besoin crucial de leadership aux échelons supérieurs, en juin 2001 (alors que la Déclaration était aux étapes finales de rédaction), l'International Crisis Group (ICG) a publié un rapport, *HIV/AIDS as a Security Issue*, où il recommandait que le Secrétaire général de l'ONU établisse un « puissant conseil », formé d'anciens leaders mondiaux, afin de faire pression en faveur de l'application des principes énoncés dans la Déclaration.⁸ Ce conseil aurait contribué à « donner à la guerre contre le sida l'urgence et la priorité sérieuse qu'elle nécessite, en habilitant les répondants techniques des premières lignes grâce au soutien politique nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches ».

Une Initiative pour le leadership contre le sida fournirait une tribune adéquate pour mobiliser le prestige, l'influence et d'autres ressources uniques, parmi les grands leaders mondiaux de la lutte au sida.

On n'a pas créé ce conseil. Cependant, vu les retraites récentes ou prochaines de plusieurs leaders nationaux et mondiaux qui ont déjà fait preuve d'engagement à la lutte contre la pandémie – et étant donné

qu'un leadership solide et soutenu est encore urgentement nécessaire à l'échelle mondiale –, la suggestion mérite d'être rappelée à l'attention.

Une Initiative pour le leadership contre le sida

Nous l'expliquerons ci-dessous : une Initiative pour le leadership contre le sida, semblable au conseil qu'a imaginé l'ICG, fournirait une tribune adéquate pour mobiliser le prestige, l'influence et d'autres ressources uniques, parmi les grands leaders mondiaux de la lutte au sida, ce qui leur donnerait de meilleures occasions de s'investir et d'encourager et promouvoir un solide leadership de leurs homologues. L'initiative pourrait servir de vitrine internationale pour ceux qui font déjà preuve de leadership, et ainsi inciter les leaders qui ne sont pas engagés dans la lutte au sida – et permettre également de « faire honte » à ceux qui font obstruction, qui retardent ou qui ne font rien.

Pourquoi

En 1994, le regretté Dr Jonathan Mann et ses collègues ont affirmé que « la discrimination, la marginalisation, la stigmatisation et, de manière plus générale, le mépris des droits humains et de la dignité d'individus et de groupes aggrave leur vulnérabilité à être exposés au VIH ». Cette tendance, ont-ils conclu, « peut être l'illustration d'un phénomène plus large – la vulnérabilité des individus et des populations, à la maladie, au handicap et au décès prématuré dépend du degré de respect des droits humains et de la dignité ».⁹ Depuis, la perspective de Mann dure, sans conteste.

De ce point de vue, le potentiel d'une Initiative pour le leadership

contre le sida est riche, car même si elle ne contribuait à stimuler qu'un leadership national contre la stigmatisation et la discrimination, il en résulterait probablement des progrès dans le recours au test et dans la prévention, qui en l'essence, seraient des accomplissements importants au chapitre des droits humains.¹⁰ Mais si elle faisait également progresser les droits humains et la santé publique de manière plus générale (ce qui semble plausible), elle pourrait à plus long terme favoriser la sécurité, la stabilité et le développement, aux paliers national, régional et mondial.

Autrement dit, si la protection de la sécurité nationale et de la stabilité mondiale nécessite de réduire la propagation du VIH, et si la réduction de la propagation du VIH nécessite d'améliorer la situation des droits humains, alors la sécurité nationale et la stabilité mondiale passent par l'amélioration de la situation des droits humains. En ce sens, le sida promeut les droits humains du rang de noble aspiration à celui d'impératif directement lié à des intérêts, ce qui offre un levier politique sans précédent pour l'avancement des droits humains en général.

Qui

Une première étape pleine de bon sens, pour susciter un leadership solide, consiste à identifier les personnes les mieux placées pour ce rôle – c'est-à-dire qui ont elles-mêmes déjà fait preuve de leadership en la matière, en particulier d'anciens leaders nationaux ou mondiaux qui ne sont plus accaparés politiquement par les vicissitudes des événements du jour. D'anciens chefs d'États ou des ministres ayant fait preuve d'un engagement à un plaidoyer axé sur les droits humains, pour la lutte au

sida, constitueraient un atout formidable pour susciter un leadership semblable de la part d'autres, en poste ou aspirants.

Ces leaders pourraient être notamment Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies; Tony Blair, bientôt ancien premier ministre du Royaume-Uni; Bill Clinton, ancien président des États-Unis; Gareth Evans, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Australie; Richard Holbrooke, ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU; Kenneth Kaunda, ancien président de la Zambie; Nelson Mandela, ancien président de l'Afrique du Sud; Colin Powell, ancien secrétaire d'État des États-Unis; et Mary Robinson, ancienne présidente de l'Irlande et ancienne haut-commissaire onusienne aux droits de la personne.

Quoi

Une simple promesse d'engagement, d'un tel groupe, appuyée par des messages constants et personnels de plaidoyer conséquent à cette promesse, par les membres du groupe, pourrait fournir l'élan manquant et contribuer à l'avènement d'un solide leadership contre le sida. La promesse d'engagement pourrait être :

Nous, anciens chefs d'États et ministres représentant toutes les régions du monde, et engagés à enrayer la pandémie du VIH/sida, affirmons par la présente que :

1. la pandémie du VIH/sida est une menace à la sécurité nationale, au développement économique et à la stabilité mondiale;
2. l'atténuation de cette menace requiert un leadership solide et soutenu, engagé à promouvoir

la discussion franche au sujet du VIH/sida, à éliminer le stigmate et la discrimination à l'égard des personnes qui vivent avec le VIH ou qui en sont affectées autrement, et à favoriser un accès sûr aux services de traitement et de prévention; et que

3. nous nous engageons à continuer de fournir et de soutenir un tel leadership, et à encourager les autres leaders à emboîter le pas à nos efforts.

Pour préserver la sécurité nationale et la stabilité mondiale, il faut réduire la propagation du VIH et, par extension, faire progresser les droits humains.

Une telle promesse d'engagement appuie les éléments des droits humains qui sont centraux à une réponse efficace – c'est-à-dire la non-discrimination et l'accès aux traitements –, sans employer directement la terminologie des droits humains, évitant ainsi la résistance déplorable mais prévisible de certains aspirants leaders. Le plaidoyer du groupe pourrait prendre de multiples formes, mais la plus efficace serait possiblement de parler franchement et souvent de la stigmatisation et de la discrimination, dans leurs pays et dans d'autres pays où des aspirants leaders trouvent difficile d'en parler.

De plus, l'insistance du groupe sur un leadership solide et efficace des aspirants leaders donnerait à ce leadership la proéminence mondiale qu'il mérite (et que ces leaders pourraient valoriser).

Comment

Au moins deux organismes semblent bien placés pour amorcer une Initiative pour le leadership contre le sida, que ce soit conjointement ou individuellement : la Fondation Clinton et le Club de Madrid.

La William J. Clinton Foundation, par le biais de sa Clinton Global Initiative (à présent à sa deuxième année), vise à mobiliser des engagements de leaders représentant les secteurs public et privé ainsi que la société civile, à l'égard d'améliorations mondiales dans quatre principaux domaines, dont la santé mondiale. Ses exigences de reddition annuelle de comptes assurent que les engagements pris soient respectés. Et le statut de la fondation à titre d'organisme privé réduirait ou éliminerait les machinations politiques auxquelles une Initiative pour le leadership contre le sida serait assujettie si elle se trouvait chapeauté par l'ONU ou par une autre organisation intergouvernementale.

Le Club de Madrid, qui réunit 68 anciens chefs d'États et de gouvernements, est un regroupement consultatif pour les gouvernements, les leaders de la démocratie et les institutions impliquées dans la transition à la démocratie. De pair avec d'autres politiciens d'échelons élevés ainsi que d'experts en gouvernance, le Club transpose des idées dans des plans d'action.

Bien que le principal point de mire de ce club soit la promotion de la démocratie, la menace que le

sida représente, pour les démocraties émergentes, pour les droits humains et pour la règle de droit, place sûrement la pandémie dans son champ de préoccupation. Le Namibian Institute for Democracy, par exemple, a signalé que le VIH/sida affecte le processus démocratique en réduisant le nombre de gens qui vont voter, lors d'élections, et qui participent aux programmes civiques. Par conséquent, il a exhorté les leaders politiques à « donner des exemples plus évidents de leadership en parlant ouvertement de leur état sérologique » et il a recommandé que des messages pour réduire la stigmatisation et la discrimination fondées sur le sida soient intégrés dans les campagnes futures.¹¹

Conclusion

Les intérêts que serviraient un accroissement du leadership pour les droits humains, dans la lutte au sida, ne sont plus que des affaires domestiques ou humanitaires, mais aussi des enjeux mondiaux et stratégiques : afin d'éviter que la pandémie continue de nuire, dans les mots de Colin Powell, « aux systèmes sociaux, économiques et politiques qui sont le fondement de nations et de régions entières ». Pour faire écho au D^r Mann, soulignons de nouveau qu'à l'ère du sida, les droits

humains, la sécurité nationale, le développement durable et le *leadership* sont inextricablement liés. Pour les renforcer tous, c'est le leadership qui doit prendre le dessus.

– Michael Pates

Michael Pates (PatesM@staff.abanet.org) est directeur du AIDS Coordination Project, de l'American Bar Association. Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles de l'ABA. Remerciements particuliers à Anna R. Dolinsky, adjointe de projet et étudiante au Georgetown University Law Center et à la Johns Hopkins University, pour ses contributions à ce texte.

² Nations Unies, Résolution S-26/S, *Déclaration d'engagement sur le VIH/sida* (2001), au paragraphe d'introduction précédant l'item 37.

³ *Ibid.*, à 58.

⁴ Office of the U.S. Global AIDS Coordinator, *President's Emergency Plan for AIDS Relief: U.S. Five-Year HIV/AIDS Strategy 19, 2004*.

⁵ Conseil international des ONG de lutte contre le sida, *Community Monitoring and Evaluation: Implementation of the UNGASS Declaration of Commitment on HIV/AIDS, 2006*.

⁶ Voir, p. ex., L.S. Rubenstein et E. A. Feldman, « Human rights and the President's AIDS Initiative », *Human Rights* 31 (2004) (citant des critiques à l'égard des dispositions du PEPFAR fondées sur l'abstinence prémaritale afin de censurer ou de déformer de l'information sur la transmission et la prévention du VIH, refusant de protéger des femmes qui risquent de contracter le VIH de leur mari, et exerçant de la discrimination contre les gais et les lesbiennes en ne reconnaissant pas leur droit de se marier légalement).

⁷ P. Farmer et L. Garrett, « From 'marvelous momentum' to health care for all [Garrett replies] », *Foreign Affairs* 161 (mars-avril 2007).

⁸ International Crisis Group, *Issues Report No. 1, 19 juin 2001*. Accessible via www.crisisgroup.org (cliquer sur « Thematic Issues »).

⁹ J. Mann, L. Gostin et coll., « Health and human rights », *Health and Human Rights: An International Journal* 1 : 1 (1994) : 6–23.

¹⁰ L'exemple de l'Ouganda est digne de mention. Au cours des années 1980, le président Yoweri Museveni, qui craignait que l'armée soit décimée par le sida, a instauré un programme national d'action mettant l'emphase sur l'ouverture, la non-discrimination et l'accès aux soins pour les personnes vivant avec le VIH/sida – des éléments de droits humains, dans une approche éventuellement nommée « ABC » (abstinence, fidélité, condom), qui a radicalement réduit l'incidence du VIH dans ce pays. Bien que cette réponse ne soit ni une approche complète en matière de droits humains, ni conforme en tous points aux lois et normes internationales des droits humains, il y a peu de doute que ces éléments centraux des droits humains, appuyés par le leadership de Museveni, ont été déterminants dans cette réussite.

¹¹ Kaisernetnetwork.org, *Daily HIV/AIDS Report*, 29 août 2006.

¹ En 2000, le Conseil de sécurité de l'ONU a déclaré que le VIH/sida constituait une menace potentielle à la sécurité nationale et mondiale – c'est la seule maladie à être l'objet d'une telle déclaration (S/RES/1308(2000)). En 2002, Colin Powell, alors secrétaire d'État des É.-U., a affirmé : « Le VIH ne détruit pas que le système immunitaire; il nuit aussi aux systèmes sociaux, économiques et politiques qui sont le fondement de nations et de régions entières » (Woodrow Wilson International Center for Scholars Conflict Prevention Project, *Preventing the Next Wave of Conflict: Understanding Non-Traditional Threats to Global Stability* 101 [2003]). En 2005, Alexander Zhukov, premier ministre adjoint de la Russie, a décrit le VIH/sida comme « un enjeu de sécurité stratégique, sociale et économique » dans son pays (Kaisernetnetwork.org, *Daily HIV/AIDS Report*, 31 mars 2005). Voir aussi L. Garrett, *HIV and National Security: Where Are the Links?*, Council on Foreign Relations (2005).